

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4261 / 14

Subdivision du Secrétariat
du Service ~~central~~ Voie
de la Région du Nord

OBJET DE LA CONSULTATION

Demande de renseignements
par la Mairie d'Amiens sur
le Salaire de l'agent Martin
- Application de la loi du
14 juillet 1905 -

Références :

Observations :

D. N° 4261 ; Aff. :

Renseignements sur salaires
Agent du cadre d'application de la
loi du 14 juillet 1905.

A.G.

4361

Ln

Monsieur le Chef de la Subdivision
du Secrétariat et du Personnel du Service de la Voie
de la Région du NORD,

Comme suite à votre transmission VBM:gp.
B/1, en date du 1er Août 1939, j'ai l'honneur de
vous faire connaître que les renseignements demandés
sur le salaire de l'agent MARTIN se rattachant à
l'application des lois sociales, je ne vois aucun
inconvenient à ce que vous les donniez à la Mairie
d'Amiens.

Toutefois, en présence du refus formel
de l'intéressé, il conviendrait de fournir ces
renseignements verbalement au cours d'une démarche.

Bien entendu, vous devriez établir un
certificat écrit s'il vous était réclamé par le
Procureur de la République ou par un Tribunal judi-
ciaire.

1939

Ci-joint, en retour, la demande de la
Mairie d'Amiens, en date du 13 Juin 1939.

Le Chef du Contentieux,

Signé : de CAQUERAY

Noté

Le porteur se porte de ransais si un porteur
de l'obligation lirole de délivrer à un usier,
malgré l'opposition de l'intéressé, un certificat
d'évaluation de valeurs et indemnités payés à
un usier, en une d'exercice, par lo-
commune du recensement présumé par
l'art. 5 de la loi du 14 juillet 1905 -

Mais il n'y a ~~rien~~ trouvé, ni dans
la loi, ni dans la jurisprudence, rien qui
passe une ^{tel} obligation sur porteur.

D'autre part, aucune loi n'investit
les maires d'un droit d'investigation sur
celui confié aux magistrats de l'ordre
judiciaire, chargé de la poursuite de
l'instruction d'une affaire criminelle
ou correctionnelle.

Nous pensons donc que le porteur
n'est pas obligé de fournir le recensement

qui lui est demandé -

Mais le Maire aura toujours la
ressource de s'adresser au Contrôleur des
Contributions Directes, chargé de l'établisse-
ment de l'impôt sur le revenu. Le
patron étant tenu de déclarer le revenu
perçu à la préfecture, rien ne s'oppose à ce qu'il
accepte ce renseignement sans commu-
niqué au Maire.

Miney

Amiens, le 15 Juin 1939

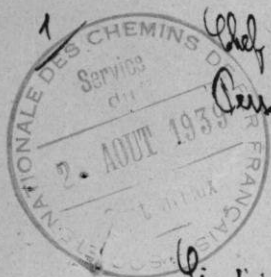
Certificat de salaire

Martin Oscar

AG.

Monsieur Paradiet

1
 Chef de la Subdivision du Secrétariat et du
 Personnel du Service de la Voie
 à Paris



Li-joint note de la mairie d'Amiens, avec
 prière de me faire connaître si vous pouvez
 fournir directement le certificat de salaire,
 Martin Oscar Ouvrier de 1^{re} classe à Amiens
 ayant refusé de fournir lui-même les
 renseignements.

L'Ingénieur Principal
 de la Voie

uy

de la Voie

JULY

V.B.N. gp. B/1 Transmis à Monsieur le Chef du Contentieux,
 pour la suite à donner.
 Ci-après, détail des appointements de
 J. Martin :

Traitement fixe :	13.110 ⁺
Indemnité de résidence :	2.178 ⁺
allocations familiales :	3.688 ⁺
allocation temporaire :	2.232 ⁺
Pratification 1938 :	1.200 ⁺
	850 ⁺

1/8/39

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
 et du Personnel du Service de la Voie